

L'affaire récente des essais effectués par la maison Industrial Bio-Test Laboratories, où plus d'une centaine de pesticides ont été mal vérifiés, prouve que nous devons procéder à nos propres essais au Canada. Même si ce bill ne prévoit pas que les essais aient lieu au Canada, c'est la prochaine mesure importante que devra prendre le gouvernement.

Il est normal que le gouvernement soit responsable des essais de produits chimiques, de pesticides et herbicides dangereux. C'est un domaine dans lequel le gouvernement devrait agir rapidement, et j'espère qu'il le fera.

Les Canadiens devraient bien comprendre tous les problèmes liés à la production agricole et au contrôle des produits antiparasitaires. Il est un fait indéniable, tant au Canada qu'aux États-Unis et dans le monde entier: sans les pesticides et les herbicides, aucun pays ne pourrait subvenir à ses propres besoins alimentaires. Sans les pesticides, il y aurait d'importantes pénuries alimentaires au Canada.

A l'heure actuelle, nous importons une grande partie de nos denrées de base que nous jugeons essentielles à nos repas de tous les jours. Cela n'est pas normal, parce que nos agriculteurs sont suffisamment compétents et que nous disposons de vastes terres arables encore vierges. Sans les pesticides, nous ne pouvons pas nourrir la population mondiale d'aujourd'hui. La pomme sans tache, monsieur l'Orateur, est le fruit de l'emploi des produits chimiques et d'une bonne gestion agricole. Des bovins, des vaches laitières, des moutons ou des porcs en bonne santé, c'est le résultat d'une bonne gestion agricole, de soins vétérinaires et des produits chimiques. Il est certain qu'il y a eu de gros abus par le passé. Nous nous sommes nous-mêmes—les agriculteurs—rendus coupables d'une bonne partie de ces abus. Je me souviens encore de l'époque où les produits chimiques ont commencé à être employés de façon massive. C'était au tournant des années 50. Je me souviens que les agriculteurs—et je me compte parmi eux—étaient particulièrement imprudents par simple ignorance. On n'était pas encore assez conscient des dangers qu'ils représentaient. Aujourd'hui, on en est conscient et l'on constate que les agriculteurs manipulent et utilisent les produits chimiques avec davantage de prudence.

● (1520)

On se figurait que plus on utiliserait de produits chimiques, meilleurs seraient les résultats. Bien souvent, quand on dit deux onces par acre, cela suffit et, en effet, les résultats sont excellents. Par contre, si on répand cinq à six onces par acre, on laisse des résidus dans le sol qui risquent de détruire les récoltes futures et de compromettre ce microcosme très délicat constitué par les bactéries, les champignons et les organismes monocellulaires du sol. L'amélioration de la situation est à mettre principalement au compte des excellents travaux de recherche effectués par les laboratoires des associations provinciales et des agronomes qui ont fait part des résultats aux agriculteurs.

Il est certain qu'il faudra mettre l'accent à l'avenir sur la lutte biologique contre les insectes et les mauvaises herbes plutôt que sur l'utilisation des produits chimiques. Il nous faut mettre au point des variétés de plantes plus résistantes et des produits chimiques plus spécialisés que l'on pourra utiliser dans des conditions précises. La seule façon d'y parvenir, c'est de consacrer davantage d'efforts à la recherche et au développement. Pour vous donner une idée du taux de rendement des

### *Produits antiparasitaires—Loi*

capitaux investis dans la recherche, je vais vous citer un extrait d'un rapport de l'Institut agricole du Canada. A la page 2 de ce rapport, on lit ceci:

L'utilité des recherches en matière agricole est bien connue. Les crédits investis pour lutter contre les méfaits de la rouille sur le blé ont permis de réaliser des profits 482 fois supérieurs aux sommes investies. Les travaux permettant de réduire les superficies en jachère au Manitoba ont rapporté 278 fois les sommes investies et cette tendance pourrait se poursuivre encore pendant des décennies. Les recherches concernant les poulets à rôti ont rapporté environ 260 fois les sommes investies. En Ontario, on a investi 32 millions de dollars pour améliorer la qualité du maïs, ce qui a permis d'augmenter les profits de 2.6 milliards, soit 80 fois le capital investi.

Il est aisé de constater que pour tout dollar investi, on injecte dans l'économie \$482 aux seules fins de la recherche. Bien sûr, il nous faut faire bien plus. L'on pourrait critiquer à juste titre le gouvernement de ne pas avoir insisté sur la recherche et le développement dans le domaine agricole.

En 1970, les statistiques montrent que 3.7 p. 100 du budget fédéral global étaient consacrés à l'agriculture. En 1979, cette proportion passait à 1.9 p. 100. De la somme en question, seulement 11 p. 100 étaient consacrés à la recherche et au développement agricoles. Voilà pourquoi les services de recherche agricole se sont détériorés et le matériel hautement technique et autre nécessaire à une bonne recherche est devenu désuet. Nous nous retrouvons également avec un fort petit nombre d'hommes de science.

J'ai participé cet été aux travaux d'un groupe de travail sur les accords fiscaux dont le rapport s'intitulait «Le fédéralisme fiscal au Canada». Tandis que nous siégeons en Colombie-Britannique, nous avons entendu le témoignage de M. Kenny, président de l'Université de Victoria. A propos de la nécessité d'accroître le nombre des chercheurs au Canada, on lit ce qui suit à la page 136 du rapport:

Il est clair que, si le Canada veut atteindre son objectif en matière de dépenses de R&D, il faudra accroître considérablement le rythme de production de la main-d'œuvre hautement qualifiée. . . . Selon les prévisions, le Canada aura besoin d'ici 1985 de 1,500 chercheurs de plus pour atteindre l'objectif fédéral qui consiste à consacrer 1.5 p. 100 du PNB à la R&D vers le milieu de la décennie. . . . Le Canada aurait besoin de 8,000 spécialistes des sciences forestières au cours de la prochaine décennie, soit le double du nombre actuel de diplômés canadiens dans ce domaine. Entre 1980 et 1986, le Canada aura besoin de 740 docteurs en sciences agricoles, alors qu'il n'en produit que 49 par an. . . . Environ 300 postes de professeurs en administration sont vacants dans les universités canadiennes; et pourtant, de 15 à 20 étudiants recevront leur doctorat chaque année. Cette pénurie empêchera les étudiants de poursuivre leurs études dans les facultés de commerce. . . .

Voilà qui est clair. Tous ceux qui s'intéressent à l'enseignement supérieur savent que nous devons à tout prix encourager les jeunes à œuvrer dans le domaine de la recherche. Toutefois, ces jeunes n'en ont pas l'occasion, car nous n'avons pas prévu l'infrastructure nécessaire à cette fin. La raison à cela, c'est que le gouvernement a préféré consacrer à d'autres programmes les fonds destinés à la recherche fondamentale, même si pour chaque dollar investi dans ce domaine, il nous en revient \$480.

Un de mes collègues m'a remis une note précisant que M. Kenny n'est pas président de l'Université de Victoria, mais de l'Université de Colombie-Britannique. J'apporte donc cette rectification.

D'après ce qu'a dit le ministre de l'Agriculture (M. Whelan), il comprend certainement la nécessité absolue de faire de la recherche et du développement dans le domaine de l'agriculture. Malheureusement, sur les 36 membres du Cabinet il est le seul à le comprendre. Je demande aux députés d'en